

L'enjeu communautaire dans les négociations minières



1999-11-19

Pattie LaCroix

[Légende : Exploitation aurifère en Amazonie.]

En Amérique latine, l'exploitation minière joue un rôle capital dans les efforts du pays pour attirer l'investissement étranger. Parfois, les ententes conclues entre les sociétés minières transnationales et les gouvernements nationaux ont des retombées positives sur le bien-être économique et social des collectivités touchées. Mais pour nombre d'entre elles, en particulier celles des régions éloignées, l'exploitation minière peut grandement perturber l'environnement et leur mode de vie.

Ces collectivités sont rarement consultées lorsqu'une société minière étrangère s'installe dans leur région. Pour tâcher de régler ce problème, un groupe de collectivités minières d'Amérique latine a demandé à CoDevelopment Canada (CoDev), une organisation non gouvernementale (ONG) de Vancouver, de les aider à devenir des négociateurs efficaces auprès des compagnies minières. En 1995, avec le concours du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), CoDev organisait des consultations communautaires avec des ONG locales de cinq pays d'Amérique latine.

Un modèle de prise de décisions

De là, nous avons mis au point, à l'intention des collectivités, un modèle de prise de décisions polyvalent, relativement aux activités minières, qui aide les collectivités à cerner leurs préoccupations, déclare [Jim Rader](#), directeur des initiatives minières à CoDevelopment Canada. Par exemple, si une collectivité voit d'un bon oeil l'installation d'une société minière, le modèle l'aide à définir les conditions qu'elle estime acceptables et à déterminer comment entreprendre avec la société minière des négociations portant sur des questions aussi diverses que les incidences environnementales ou les avantages socio-économiques.

Heureusement, les compagnies minières se montrent de plus en plus intéressées à travailler en collaboration avec les collectivités pour s'assurer que ces dernières profitent des activités minières. Rader attribue cette nouvelle attitude à la mondialisation des communications et aux pressions accrues exercées sur les sociétés qui veulent obtenir l'approbation des investisseurs.

Les investisseurs institutionnels

Les sociétés minières doivent mobiliser des fonds considérables sur le marché boursier pour pouvoir mettre une mine en activité. Les investisseurs institutionnels, comme les caisses de retraite, répugnent à se mêler à la controverse, par exemple lorsqu'une collectivité s'oppose à l'exploitation d'une mine dans sa région ou qu'on transgresse les droits des autochtones. En outre, avec Internet, ce genre de nouvelles se propagent instantanément dans le monde entier et les investisseurs optent pour d'autres projets, moins risqués, souligne Rader.

Cette réalité offre aux collectivités de nouvelles occasions de se faire entendre. En Bolivie et au Nicaragua, un projet financé par le CRDI permet de renforcer les capacités locales de sorte que les activités minières profitent aux collectivités touchées. Ce projet de trois ans, commencé en 1998, met à contribution une collectivité bolivienne et deux du Nicaragua.

Les exportations

En Bolivie, l'extraction minière a depuis toujours dominé l'économie. Aujourd'hui, les produits miniers représentent 80 % des exportations. L'or constitue le produit le plus important, les exportations annuelles s'élevant à 119,1 millions \$US, suivi du zinc avec 104,3 millions \$US. CoDevelopment Canada travaille en collaboration avec le Centro para la Promoción Minera (CEPROMIN) dans une collectivité de Tasna, au sud-est de la Bolivie, où le bismuth est le principal minéral.

CEPROMIN s'est toujours soucié du développement économique de la collectivité, préoccupation d'une extrême importance pour toute collectivité minière qui doit envisager l'installation d'un complexe minier. Toutefois, je crois que notre principale contribution au projet consiste à donner aux gens une perspective culturelle qui leur permette de négocier avec les sociétés minières canadiennes, leur montrant comment pensent les dirigeants de ces entreprises et comment former les collectivités pour qu'elles puissent tirer profit de ces nouvelles connaissances, affirme Rader.

MMTD

Au Nicaragua, l'exploitation minière remonte à des centaines d'années. Comme en Bolivie, l'or est le principal produit d'exportation, mais rares sont les Nicaraguayens qui ont profité des retombées de cette industrie. Voulant faire changer les choses, CoDev travaille avec le Movimiento de Mujeres Trabajadoras y Desempleadas (MMTD) dans les collectivités de La India et Cerro Quemado.

Selon Rader, le pouvoir est loin d'être également réparti entre les collectivités locales et les sociétés minières, la majorité des collectivités ne détenant pas de droit territorial sur leurs terres. Cependant, de nombreuses sociétés minières canadiennes reconnaissent l'importance d'établir de bonnes relations avec les collectivités. Les collectivités qui possèdent d'excellentes techniques de négociation ont donc une chance de s'en tirer et d'améliorer leur qualité de vie, et pas seulement pour la durée des activités minières.

La mesure du succès

Divers facteurs permettent de mesurer le succès du projet : que chaque collectivité mette en place un plan de développement durable à long terme, qu'elle prépare un solide dossier en vue des négociations et qu'elle mène à bien ces négociations. Pour atteindre ces objectifs, CoDev et ses ONG partenaires tâchent de gagner les chefs des collectivités à leur cause, offrent de la formation en négociation et cherchent à faire prendre conscience aux collectivités qu'elles peuvent effectivement prendre en mains leurs propres intérêts.

L'incidence réelle de ce projet a été de changer la perception des collectivités quant au pouvoir et à la prise de décisions, dit Rader. Il commence à s'établir au sein des collectivités le sentiment qu'elles peuvent vraiment faire quelque chose pour changer leurs rapports avec les sociétés minières. Par exemple, à Tasna, la collectivité estime que la démarche que nous avons adoptée lui sera aussi très utile dans ses négociations avec les représentants de divers ministères du gouvernement.

Les capacités locales

Bien que l'heure soit venue pour les collectivités d'engager le débat avec les sociétés minières, Rader fait remarquer que le renforcement des capacités locales pour entreprendre des négociations directes avec ces puissantes sociétés prendra du temps.

Notre rôle est d'appuyer les collectivités et de les aider à mener à bien leur plan de développement durable, pendant les activités minières et après la fermeture de la mine. Bien que notre collaboration avec les collectivités soit manifeste, les sociétés minières avec lesquelles nous faisons affaire sont aussi très à l'aise de travailler avec nous, conclut Rader.

*Pattie LaCroix est une rédactrice basée à Vancouver.
(Photo : D. Marchand, CRDI)*

[Projet de référence du CRDI # 97-1500-01]

Renseignements :

Josefina Ulloa, directrice, Movimiento Maria Elena Cuadra , León, Nicaragua; tél. : (505) 885-1001; télec. : (505) 885-1001; courriel : mujeresmec@hotmail.com

Pedro Gomez, chercheur, CEPROMIN, Av. Ecuador No. 2498, Casilla 7832, La Paz, Bolivie; tél. : (591) 235-9402; télec. : (591) 237-3983; courriel : cepromin@caoba.entelnet.bo

Jim Rader, directeur, Initiatives minières, CoDevelopment Canada, 101-2747 Est, rue Hastings, Vancouver (Colombie-Britannique), Canada V5K 1ZB; tél. : (604) 432-1032; télec. : (604) 708-1497; courriel : radwood@web.net

Des liens à explorer...

[Dans les mines latino-américaines](#), par Steve Hunt.

[Initiative de recherche sur les politiques minières et le développement durable dans les Amériques](#).

[Mining and the Environment: Case Studies from the Americas](#) (en anglais).

[Shifting Ground: Aboriginal-Mining Industry Relations in Canada](#) (en anglais).